

Nations Unies
ASSEMBLÉE
GÉNÉRALE

VINGT ET UNIÈME SESSION

Documents officiels



DEUXIÈME COMMISSION, 1099^e
SÉANCE

Mardi 13 décembre 1966,
à 10 h 45

NEW YORK

SOMMAIRE

	Pages
<i>Point 46 de l'ordre du jour:</i>	
Accroissement démographique et développement économique (fin)	485
<i>Point 39 de l'ordre du jour:</i>	
Décennie des Nations Unies pour le développement: rapport du Secrétaire général (suite)	486

Président: M. Moraiwid M. TELL (Jordanie).

POINT 46 DE L'ORDRE DU JOUR

Accroissement démographique et développement économique (fin) [A/6303, chap. X, sect. II; A/6462, A/6466 et Corr.1, A/C.2/L.936]

1. M. KOTCHOUBEI (République socialiste soviétique d'Ukraine) estime qu'il appartient à chaque gouvernement d'arrêter la politique à suivre et les mesures à appliquer pour résoudre les problèmes que pose l'accroissement démographique dans ses rapports avec le développement économique et social. L'histoire des pays avancés prouve que leurs gouvernements n'ont pas eu besoin d'avoir recours à la limitation des naissances pour lutter contre le retard économique. Toutes les difficultés liées au cours des phases initiales du développement à l'expansion démographique ont été surmontées grâce à des mesures énergiques visant à encourager la croissance économique. Il ressort également de l'expérience de ces pays que les progrès de l'éducation, la lutte contre la mortalité infantile et l'amélioration de la condition de la femme peuvent permettre de mieux harmoniser à l'avenir l'accroissement démographique et le développement économique et social. Ce résultat peut être obtenu grâce à la modification des fonctions économiques et sociales de la famille et à l'évolution des structures mentales qu'elle entraînerait.

2. La pratique d'une série de pays en voie de développement, qui ont réussi à augmenter leur production par habitant infirme la théorie selon laquelle une expansion démographique illimitée tend à annuler les résultats du progrès économique. D'ailleurs, les pays en voie de développement ne peuvent attendre de résultats des mesures visant à limiter les naissances avant plusieurs dizaines d'années. De telles mesures ne sauraient par elles-mêmes remédier à leurs difficultés économiques. Bien entendu, la planification du développement économique et social doit tenir compte des facteurs démographiques pertinents. La délégation ukrainienne estime qu'en attribuant aux difficultés d'ordre démographique un rôle démesuré

et en y voyant la cause première de la misère on risque de désorganiser l'activité de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine de l'assistance technique.

3. M. Mohamed AL-ATRASH (Syrie) dit que des taux d'accroissement démographique élevés dans les pays en voie de développement surpeuplés appellent des mesures énergiques, car ils peuvent entraîner une réduction de la consommation alimentaire par habitant. En revanche, de tels taux doivent être encouragés dans les pays insuffisamment peuplés qui ne sont pas en mesure de mettre en valeur toutes leurs ressources naturelles.

4. Bien que la régulation des naissances puisse se révéler nécessaire dans les pays surpeuplés, il convient de mettre l'accent sur l'augmentation de la production des denrées alimentaires. L'assistance internationale doit compléter dans ce domaine les efforts déployés à l'échelon national. De l'avis de la délégation syrienne, il n'y a pas, à l'heure actuelle, de déficit vivrier généralisé. Toutes les projections prévoyant un tel déficit sont basées sur des prémisses qui seront modifiées par le progrès technologique. Ces projections sont précisément destinées à susciter des mesures visant à modifier leur prémisses. Le monde ne souffre pas d'une pénurie de denrées alimentaires, mais de leurs mauvaise répartition. C'est cette dernière qu'il importe de modifier dans l'intérêt des pays en voie de développement surpeuplés. Une redistribution de ce genre leur permettrait d'intensifier leurs efforts de développement, notamment dans le domaine industriel et, partant, de réduire, une fois atteinte une certaine étape de développement, les taux élevés d'accroissement démographique qu'ils connaissent.

5. La modification de la législation sur l'immigration en vigueur dans les pays avancés permettrait également de réduire la pression démographique dans certains pays en voie de développement. Des unions économiques entre les pays en voie de développement surpeuplés et insuffisamment peuplés peuvent aussi aboutir aux mêmes résultats. Ces mesures ont plus de chances de succès que la planification de la famille, qu'il importe d'encourager, mais que l'analphabétisme de la majorité de la population des pays intéressés rend d'une application difficile.

6. M. HAMEED (Ceylan) dit que le taux d'accroissement démographique de Ceylan, malgré la réduction enregistrée au cours de la période 1963-1965, est encore un des plus élevés du monde. Selon des estimations récentes, la population du pays doublera au cours des 25 prochaines années. Cet accroissement rapide est à l'origine d'une structure de la population défavorable du point de vue économique. Près

de 42 p. 100 des Ceylanais ont moins de 15 ans. La population en âge de travailler représente 55 p. 100 de la population totale, contre 65 p. 100 dans les pays avancés. Cette proportion élevée d'enfants et d'adolescents grève lourdement les ressources limitées du pays dont une part importante doit être affectée à l'expansion d'un large éventail de services sociaux fournis gratuitement. L'accroissement rapide de la population aura des répercussions graves sur la situation alimentaire à Ceylan. Malgré l'augmentation notable de la superficie des terres cultivées et du rendement à l'hectare, Ceylan, qui importe 40 p. 100 de son riz, a importé en 1964 des denrées alimentaires pour un montant de 1 milliard de roupies, soit 55 p. 100 de ses importations totales. Dès lors, l'épargne s'est révélée insuffisante pour financer de manière adéquate les projets de développement économique. Dans ces conditions, il est indispensable de stabiliser le taux d'accroissement démographique à un niveau compatible avec les exigences de l'économie nationale.

7. Le Gouvernement ceylanais a activement encouragé le programme de planification de la famille de la Family Planning Association de Ceylan. En 1958, il a conclu à cet effet un accord avec le Gouvernement suédois. La planification de la famille fait à l'heure actuelle partie intégrante des programmes de protection de la mère et de l'enfant appliqués par le département de la santé publique. Le département de la planification nationale et le département du recensement et de la statistique s'occupent, avec l'assistance du Conseil de la population de la faculté de médecine de l'Université de Ceylan, de nombreuses recherches et enquêtes démographiques.

8. La délégation ceylanaise appuie sans réserve le projet de résolution A/C.2/L.936.

9. Le **PRESIDENT** invite la Commission à se prononcer sur le projet de résolution présenté par 25 puissances (A/C.2/L.936) tel qu'il a été modifié oralement (1098ème séance, par. 16).

Le projet de résolution, tel qu'il a été modifié, est adopté sans opposition.

POINT 39 DE L'ORDRE DU JOUR

Décennie des Nations Unies pour le développement: rapport du Secrétaire général (suite*) [A/6303, chap. II; A/6426, E/4196 et Add.1 à 3, A/C.2/L.931 et Add.1, A/C.2/L.938, A/C.2/L.940, A/C.2/L.942]

10. Sir Edward WARNER (Royaume-Uni) dit que le Gouvernement britannique a étudié attentivement la proposition tendant à élaborer une charte du développement mentionnée au sixième considérant du projet de résolution A/C.2/L.931. Il voit mal comment une telle charte pourrait être mise au point étant donné le caractère essentiellement pratique des problèmes que posent le développement et la diversité de ceux que les pays en voie de développement ont à résoudre. Les délégations qui se souviennent des difficultés suscitées par l'élaboration de pactes relatifs aux droits de l'homme hésiteront sans doute à entreprendre une tâche analogue dans le domaine du développement économique, qui se prête beaucoup

plus mal à la codification. Au surplus, la Commission devrait hésiter à demander au Secrétaire général de préparer un nouveau rapport alors qu'elle vient de recommander un examen général des activités de l'ONU et des institutions spécialisées. Le représentant des Pays-Bas a dit (1095ème séance) que le texte du projet n'empiétait aucunement sur le domaine réservé à la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (UNCTAD). Toutefois, l'examen de cette question par l'Assemblée générale ne pourra que faire double emploi avec le dialogue dont font l'objet les principes et qui a commencé lors de la première session de l'UNCTAD. Comme l'a fait valoir le représentant d'Israël (1096ème séance), il est douteux qu'une charte du développement ou une réaffirmation des principes puissent intensifier le courant des ressources vers les pays en voie de développement. En effet, ce transfert soulève un problème d'ordre pratique, car les pays avancés doivent trouver un moyen de transférer davantage de ressources vers les pays en voie de développement sans risquer des crises périodiques de leur balance des paiements.

11. La Commission est saisie également du projet de résolution A/C.2/L.940, que la **délégation britannique** juge plus acceptable et qui, dans l'ensemble, traite des mêmes questions. Elle serait reconnaissante dans ces conditions aux auteurs du projet A/C.2/L.931 de retirer leur texte en faveur du projet de résolution A/C.2/L.940.

12. M. DJOUDI (Algérie) dit que le projet de résolution A/C.2/L.931 vise à concrétiser les principes énoncés dans la Charte des Nations Unies. Il dépasse ainsi le cadre de la Décennie des Nations Unies pour le développement sous le titre de laquelle il est présenté. Cet objectif répond aux préoccupations des Etats Membres qui ont jugé nécessaire une réévaluation des résultats obtenus dans le cadre de la coopération internationale. Le projet à l'étude vise à établir les principes qui doivent régir l'activité future de la communauté internationale. Les principes énoncés en 1964, qui répondent aux vœux des auteurs du projet, feront l'objet lors de la deuxième session de l'UNCTAD d'un débat intéressant l'ensemble des Etats Membres de l'ONU et de l'UNCTAD. Ce débat permettra de réaliser l'unanimité à laquelle aspirent les auteurs du projet. Il s'agit donc là d'une idée qui demande étude et réflexion. La vingt-deuxième session de l'Assemblée générale constituera une première étape dans la préparation de la charte du développement, et il est raisonnable d'espérer que c'est au cours de la vingt-troisième session de l'Assemblée que seront réunis tous les éléments nécessaires à la réalisation de cet objectif.

13. C'est la raison pour laquelle la **délégation algérienne** a présenté un certain nombre d'amendements (A/C.2/L.942). Ces propositions ne tendent pas à modifier fondamentalement le projet A/C.2/L.931, mais à mieux l'insérer dans les activités de l'ONU et des institutions spécialisées, compte tenu des diverses échéances qui ne manqueront pas d'influer directement sur l'objectif poursuivi. En proposant de remplacer au premier considérant les mots "**Tenant compte**" par le mot "**Réaffirmant**", la délégation algérienne a tenu à reprendre le libellé de la résolution pertinente du Conseil économique et social. La référence

*Reprise des débats de la 1097ème séance.

à la résolution 1152 (XLI) du Conseil économique et social au deuxième considérant était purement négative, alors qu'elle recommande en fait l'étude des préparatifs nécessaires pour favoriser et faciliter l'établissement de plans en vue d'une action concertée pour la période qui suivra la Décennie. Le cinquième amendement s'inspire de l'ordre du jour de la deuxième session de l'UNCTAD. Il convient en effet de souligner l'importance des discussions qui auront lieu à New Delhi pour l'objectif visé dans le projet. Enfin, le nouveau paragraphe 1 du dispositif permet d'indiquer dans quelle direction le Secrétaire général devra orienter ses efforts.

14. M. AHMED (Pakistan) rappelle les dispositions de la résolution 1089 (XXXIX) du Conseil économique et social et de la résolution 2084 (XX) de l'Assemblée générale qui mettent toutes deux l'accent sur la nécessité d'établir des projections permettant l'élaboration de programmes d'action pour l'avenir et de fixer, à l'échelon international, des objectifs précis et réalistes répondant aux besoins des pays en voie de développement, qui permettraient à ceux-ci de tirer meilleur parti des activités des organismes des Nations Unies. Le rapport établi par le Secrétaire général (E/4196 et Add.1 à 3) en exécution de ces deux résolutions contient des suggestions constructives ainsi que des renseignements sur les activités des organismes des Nations Unies dans divers secteurs, mais il ne répond pas entièrement aux dispositions des deux résolutions, et, bien que ce rapport date du mois de mai, aucun autre renseignement n'a été fourni à l'Assemblée au sujet de la fixation d'objectifs par les divers organismes des Nations Unies dans les domaines relevant de leur compétence ou au sujet du rapport que la résolution 2084 (XX) demandait à ces organismes de présenter conjointement sur les objectifs déjà fixés. Sur ce dernier point, le rapport du Secrétaire général indique simplement que le Comité administratif de coordination envisage la préparation d'un rapport à une date ultérieure (E/4196, par. 42), qui demeure indéterminée bien que la Décennie des Nations Unies pour le développement doive s'achever en 1970.

15. La délégation pakistanaise ne saurait partager l'opinion selon laquelle la lenteur des progrès accomplis vers la réalisation des objectifs fixés pour la Décennie du développement est due au manque de réalisme de ces objectifs. Ceux-ci sont, au contraire, modestes tant par rapport aux besoins des pays en voie de développement qu'en fonction des possibilités de croissance de ces pays; le taux annuel de croissance économique de 5 p. 100 — qui ne suffirait d'ailleurs pas à diminuer l'écart entre pays pauvres et pays riches — peut sans aucun doute être atteint par les économies en voie de développement. Le Pakistan, pour sa part, a atteint ce taux dans le cadre de son deuxième plan quinquennal — 1960-1965 — et atteindra sans doute le taux de 6,5 p. 100 au cours de son troisième plan quinquennal; l'accroissement de la production agricole passera vraisemblablement, entre le deuxième et le troisième plan, de 3,4 à 5 p. 100, et celui de la production industrielle se situe à environ 10 p. 100 pour l'ensemble de la Décennie; la fréquentation scolaire dans les écoles primaires et secondaires atteindra sans doute, d'ici à 1970, 10 et 18 p. 100 respectivement du nombre des enfants

appartenant aux groupes d'âge intéressés; enfin, le Pakistan dispose déjà d'un médecin pour 7 400 personnes, alors que l'objectif fixé pour la Décennie est de 10 000 personnes, et ce chiffre atteindra sans doute un médecin pour 6 600 personnes en 1970. La réalisation des objectifs fixés pour la Décennie est donc possible si des efforts suffisants sont déployés. En outre, il faut commencer immédiatement à faire des plans pour la période qui suivra la Décennie.

16. C'est en raison de ces considérations que la délégation pakistanaise a déposé le projet de résolution A/C.2/L.940 avec six autres délégations, auxquelles il convient d'ajouter les délégations suivantes: Algérie, Bolivie, Burundi, Ceylan, Chili, Equateur, Grèce, Guinée, Haute-Volta, Inde, Indonésie, Irak, Iran, Madagascar, Niger, Nigéria, Panama, Paraguay, Pérou, République-Unie de Tanzanie, Soudan, Suède, Syrie, Tchad, Togo, Trinité et Tobago.

17. Ce projet de résolution a pour objet de déclencher l'action qui devra faire suite aux efforts déployés pendant la Décennie du développement. Les huit premiers considérants donnent une idée de l'orientation que doit prendre cette action à l'échelon national comme à l'échelon international. Le dixième considérant a pour objet de souligner le rôle important que doit jouer le commerce international dans le développement économique, sans vouloir toutefois sous-estimer l'importance de l'aide extérieure sur laquelle la Décennie avait mis l'accent. Les trois premiers paragraphes du dispositif soulignent la conviction des auteurs du projet que les objectifs fixés pour la Décennie pourraient, avec des efforts suffisants, être réalisés dans les quatre années qui restent, et le paragraphe 4 prévoit l'élaboration d'un schéma de la stratégie internationale du développement pour la période qui suivra la Décennie. Dans ce paragraphe, les auteurs ont décidé de remplacer les mots "vingt-deuxième session" par les mots "vingt-troisième session" et d'ajouter, après les mots "Conseil économique et social", les mots "à ses quarante-troisième et quarante-cinquième sessions". Le Secrétaire général disposera ainsi de plus de temps, et l'Assemblée générale, après avoir examiné le schéma préliminaire à sa vingt-troisième session, pourra prendre une décision définitive un an avant le début de la période qui suivra la Décennie. M. Ahmed indique également que, à la fin du même paragraphe, les mots "consacrés à" doivent être remplacés par "concentrés sur".

M. Boiko (République socialiste soviétique d'Ukraine), vice-président, prend la présidence.

18. M. NEDIVI (Israël) fait observer que ce ne sont pas les buts, objectifs et lignes d'action, simples outils pratiques du développement, ni les ressources, qui manquent à la communauté internationale, mais la compréhension. En fait, c'est le manque croissant de conscience des objectifs relativement modestes de la Décennie qui est à l'origine de l'échec de celle-ci, et en particulier l'incapacité de comprendre les conséquences d'un échec. Il en a été question dans la résolution 1176 (XLI) du Conseil économique et social, dans laquelle on a promis plus d'efficacité de la part des services d'information des Nations Unies.

19. Et voici qu'à nouveau la Commission discute de la Décennie des Nations Unies pour le développement, en prépare une seconde, se livre au jeu de la réaffirmation de principes, de buts et de lignes d'action; mais on ne trouve pas un mot dans le projet de résolution sur la question essentielle, à savoir: comment créer la volonté politique indispensable pour donner vie aux textes. Dans le projet de résolution A/C.2/L.931, qui traite des travaux préparatoires nécessaires à un effort renouvelé de coopération aux fins du développement, on reconnaît du moins la nécessité de distinguer entre objectifs à court terme et efforts de longue haleine. Bien qu'il eût gagné à être plus explicite à cet égard, ce projet de résolution n'exclut pas une discussion ultérieure en profondeur de la nature et de la portée d'une action internationale future en vue du développement, et c'est pourquoi la délégation israélienne l'appuiera.

20. Il n'en va pas de même de la résolution A/C.2/L.940. Si la Décennie des Nations Unies pour le développement, au lieu d'exciter l'imagination et la compassion des peuples du monde entier, n'est qu'un principe d'organisation ou de réorganisation pour édifier une bureaucratie nationale et internationale, elle est vouée à l'échec. C'est pourquoi il faut mobiliser l'esprit civique de la communauté internationale. Le nouveau paragraphe 1 du dispositif proposé par la délégation algérienne dans ses amendements (A/C.2/L.942) en tient compte. Il faut prendre un nouveau départ en reconnaissant franchement que les perspectives d'atteindre les objectifs modestes de la Décennie sont nulles, sinon l'on risque, comme le font les auteurs du projet de résolution A/C.2/L.940, de s'en tenir à une conception erronée de la Décennie. C'est en établissant un lien entre les objectifs à court terme et les buts à long terme qu'il faut discuter à fond cette question, d'abord au Conseil économique et social, puis à la Deuxième Commission; on obtiendra ainsi un tableau plus clair de ce qui peut être réalisé, par qui, dans quels délais, à quel prix en termes d'aide ou de souffrances et d'instabilité sociale et politique. En demandant au Secrétaire général d'élaborer et de présenter un schéma de la stratégie internationale du développement pour les années 70, on rend plus difficile l'examen du problème sous un angle nouveau, on enferme la stratégie du développement international dans des concepts de décennies, on échappe à la responsabilité d'élaborer une telle stratégie dans les organes des Nations Unies. Le rôle qu'on veut confier au Secrétaire général ressort clairement du texte: on ne l'invite pas à élaborer un plan tendant à rendre les organes des Nations Unies plus actifs, mais on le charge d'esquisser une stratégie globale, de sa propre initiative, ce qui est erroné, de l'avis de la délégation israélienne. En outre, on ne parle que du rôle du commerce dans la promotion du développement économique, et non de celui de l'aide au sujet duquel l'Assemblée générale s'est prononcée. Le représentant du Pakistan a d'ailleurs parlé de l'aide, et M. Nedivi ne voit pas pourquoi on ne la mentionnerait pas expressément.

21. Il s'étonne que le Conseil économique et social n'ait pas fixé de date pour la discussion de cette question et n'ait pas demandé qu'elle soit inscrite à l'ordre du jour de l'Assemblée générale. La délégation israélienne préférerait que le projet de réso-

lution A/C.2/L.940 soit retiré et présenté à nouveau en 1967, après une discussion approfondie de la question; mais si l'on doit l'adopter, il serait bon qu'au dispositif on mentionne également la résolution 1176 (XLI) du Conseil économique et social.

22. M. MURGESCU (Roumanie) rappelle l'importance que sa délégation a toujours attachée à l'adoption d'une déclaration de principes sur les relations économiques entre Etats et son regret qu'aucun progrès n'ait été fait en ce sens, malgré l'adoption par l'Assemblée générale de plusieurs résolutions reconnaissant l'utilité d'une telle déclaration.

23. La délégation roumaine est donc heureuse de retrouver dans le projet de résolution A/C.2/L.931 plusieurs des idées qui lui sont chères, mais elle souhaiterait que ses auteurs précisent quel doit être, dans leur esprit, le rapport entre la compilation qu'ils demandent au Secrétaire général et l'élaboration d'une déclaration de principes relatifs à la coopération économique internationale. M. Murgescu s'inquiète, en effet, que le préambule du projet ne mentionne aucune des résolutions de l'Assemblée générale relatives à cette déclaration de principes et fasse, au contraire, allusion, au quatrième considérant, à des progrès qui, pour lui, ne sont guère apparents. La réponse des auteurs du projet à ce sujet déterminera la position de la délégation roumaine. Celle-ci est, en effet, prête à appuyer toute mesure visant à la définition de certains principes de coopération économique entre Etats, mais elle ne saurait approuver des mesures allant à l'encontre de l'élaboration d'une déclaration de cette nature. Si la réponse des auteurs du projet dissipe les craintes de la délégation roumaine, celle-ci souhaiterait voir ajouter dans le préambule un alinéa ainsi conçu:

"Rappelant sa résolution 1942 (XVIII) concernant la nécessité d'adopter une déclaration sur la coopération économique internationale".

24. La délégation roumaine est prête à appuyer les deux premiers des amendements proposés par le Royaume-Uni (A/C.2/L.938) et espère que les auteurs du projet A/C.2/L.931 pourront en tenir compte. Elle espère également qu'ils pourront accepter les amendements proposés pour l'Algérie (A/C.2/L.942), car il lui semble essentiel d'éviter toute confusion entre l'étude demandée au Secrétaire général et l'élaboration par l'UNCTAD des principes devant régir les relations commerciales internationales.

25. Enfin, la délégation roumaine est prête à appuyer de son vote le projet de résolution A/C.2/L.940.

26. M. PARDO (Malte) estime que le projet de résolution A/C.2/L.931 se fonde sur un concept fort intéressant et constructif. Il approuve notamment sans réserve les dispositions du cinquième considérant. Cependant, il aimerait suggérer aux auteurs de modifier légèrement le troisième considérant, après le mot "orientée", afin de lire: "dans le sens d'efforts soutenus, plus grands et concertés..." En second lieu, et cette observation est pour lui plus importante, il ne pense pas qu'il soit sage d'énoncer dans la charte du développement envisagée des directives concernant l'action en matière de développement.

27. En ce qui concerne le projet de résolution A/C.2/L.940, M. Pardo partage l'opinion que vient d'exprimer

le représentant d'Israël. Il ne saurait accepter le libellé du quatrième considérant et espère que les auteurs pourront, à tout le moins, en éliminer les mots "tant nationale que", car il ne pense pas que l'élaboration par l'Organisation des Nations Unies d'un schéma général de directives puisse influencer la planification à l'échelon national. Les alinéas suivants du préambule insistent sur l'élaboration de directives et d'objectifs généraux, alors que l'expérience a prouvé que ceux-ci sont difficiles à définir et, en tout cas, d'une utilité fort limitée pour les gouvernements; de plus, on ne saurait imposer à ceux-ci ces directives et objectifs sans empiéter sur un domaine qui, aux termes de la Charte des Nations Unies, relève de la compétence souveraine de chaque Etat. La délégation maltaise ne pourrait donc appuyer le projet de résolution A/C.2/L.940 sans qu'il soit amendé.

M. Tell (Jordanie) reprend la présidence.

28. M. BADAWI (République arabe unie) propose, au nom de sa propre délégation et de celles de l'Inde, du Pakistan et de la Yougoslavie, l'insertion entre les paragraphes 1 et 2 du dispositif du projet de résolution A/C.2/L.931 d'un nouveau paragraphe ainsi conçu:

"Souligne que la préparation de cette compilation ne diminue en rien la nécessité urgente, pour les gouvernements des Etats membres de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, de faire le maximum d'efforts en vue d'aboutir, aussitôt que possible, à l'accord le plus large sur les principes régissant les relations commerciales internationales et les politiques commerciales propres à assurer le développement".

Cet amendement est inspiré, comme le cinquième amendement de l'Algérie, par le souci de n'entraver en rien les travaux de l'UNCTAD relatifs aux principes en question, et il assure mieux l'équilibre du projet de résolution en introduisant le nouveau paragraphe dans son dispositif.

29. M. INGRAM (Australie) tient tout d'abord à rendre hommage au souci constant des auteurs du projet de résolution A/C.2/L.931, et en particulier de la délégation néerlandaise, de renforcer les activités des Nations Unies en matière de développement. Toutefois, sa délégation qui, d'une manière générale, préfère les méthodes pragmatiques à l'élaboration de systèmes, se demande si la proposition formulée dans le projet en question vient en son temps et si elle est véritablement utile.

30. La délégation australienne estime, en effet, que tant que l'accord ne sera pas fait sur les principes énoncés lors de la première session de l'UNCTAD, il serait prématuré de chercher à élaborer des principes d'une portée plus vaste encore. L'amendement que vient de proposer le représentant de la République arabe unie au nom de quatre délégations répond en partie à cette préoccupation, mais M. Ingram préférerait que, dans le texte anglais, l'article "the" qui précède le mot "principles" et dont l'emploi a déjà été discuté à l'UNCTAD soit supprimé pour rendre ce texte conforme au libellé du point 9 de l'ordre du jour provisoire de la deuxième session de

la Conférence proposé dans le rapport du commerce et du développement^{1/}.

31. En ce qui concerne l'utilité de la compilation envisagée dans le projet de résolution, la délégation australienne estime qu'il serait certes intéressant de faire entreprendre cette tâche par l'Institut de formation et de recherche des Nations Unies qui, comme son directeur général l'a indiqué à la Commission (1092ème séance), envisage pour l'avenir des travaux de ce genre; en revanche, elle ne pense pas que l'Assemblée générale ait intérêt à entreprendre une tâche dont l'ampleur a été suggérée par le représentant du Royaume-Uni lorsqu'il l'a comparée à l'élaboration des projets de pactes relatifs aux droits de l'homme, avant même que l'accord ait pu se faire sur les principes relatifs au commerce international.

32. La délégation australienne appuie les amendements proposés par le Royaume-Uni (A/C.2/L.938), ainsi que les quatre premiers amendements de l'Algérie (A/C.2/L.942). En ce qui concerne le cinquième amendement de l'Algérie, M. Ingram partage l'opinion du représentant de la République arabe unie, et, en ce qui concerne le sixième amendement, les objections qu'il a formulées à l'égard du projet de résolution lui-même s'y appliquent plus encore puisque l'adoption de ce nouveau paragraphe entraînerait, de la part de l'Assemblée générale, une décision formelle d'élaborer une déclaration dont l'utilité inspire des doutes à la délégation australienne.

33. M. Ingram conclut en exprimant l'espoir que les auteurs du projet pourront tenir compte des amendements proposés par le Royaume-Uni.

34. M. Donald MACDONALD (Canada) fait siennes la proposition et les objections de la délégation australienne. Il remercie les auteurs des deux projets de résolution, et notamment le représentant des Pays-Bas, d'avoir attiré l'attention de la Commission (1095ème séance) sur l'importance que revêt l'élaboration d'un plan de développement pour les années 1970. Il comprend leurs motifs et espère que leur élan ne se perdra pas au cours des années.

35. Cependant, il a certaines réserves à formuler. Il appuie les amendements proposés par la délégation britannique. Bien qu'il n'ait pu encore étudier ni les amendements de l'Algérie ni le projet de résolution présenté par le Pakistan, il demande à leurs auteurs de supprimer toute mention des rapports que le Secrétaire général devra présenter à des sessions ultérieures de l'Assemblée générale. Il rappelle qu'en discutant précédemment les idées du représentant du Ghana sur la réorganisation des travaux de la Commission, il avait fait observer (1071ème séance) que l'Assemblée générale, lorsqu'elle renvoie une question au Conseil économique et social, ne doit pas automatiquement décider de l'inscrire également à l'ordre du jour provisoire d'une de ses sessions ultérieures, mais laisser au Conseil le soin de décider, à la lumière de rapports et de ses propres débats, s'il convient de renvoyer la question à l'Assemblée générale, et à quel moment. Peut-être faudrait-il appliquer cette idée aux deux projets de

^{1/} Voir Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt et unième session, Supplément No 15, première partie, par. 129.

résolution en question: leurs auteurs devraient envisager que le Secrétaire général soumette ses rapports au seul Conseil qui déciderait de quelle manière en saisir l'Assemblée générale. On pourrait mentionner les travaux du Conseil économique et social à ce sujet. Sous réserve de ces observations, la délégation canadienne suivra avec intérêt les délibérations des auteurs.

36. Le PRESIDENT propose de suspendre la séance pour laisser aux auteurs le temps de se mettre d'accord sur les amendements proposés.

37. M. FERNANDINI (Pérou) propose de lever la séance, en raison de l'heure tardive.

38. Le PRESIDENT est convaincu que les auteurs peuvent encore faire œuvre utile au cours de la présente séance, et prie le représentant du Pérou de ne pas insister sur sa proposition.

39. En l'absence d'objection, le Président propose de suspendre la séance.

Il en est ainsi décidé.

La séance est suspendue à 12 h 30; elle est reprise à 12 h 50.

40. M. LUBBERS (Pays-Bas) dit que les auteurs du projet de résolution A/C.2/L.931 sont reconnaissants de l'attention accordée à leur texte.

41. Ils sont disposés à accepter le premier des amendements proposés par le Royaume-Uni (A/C.2/L.938), les mots "la prochaine décennie du développement", au troisième considérant, n'ayant, en effet, pas de validité juridique, puisque l'ONU n'a encore adopté aucune décision à ce sujet; d'autre part, il serait bon de ne pas limiter dans le temps la portée de ces principes. En revanche, ils ne voient pas de raison de modifier le texte du cinquième considérant, les mots "droits et devoirs des peuples et des nations" n'ayant pas de signification juridique au sens strict du terme; les auteurs ne peuvent donc accepter le deuxième amendement du Royaume-Uni, ni le quatrième concernant le paragraphe 2 du dispositif, étant donné que le travail de compilation dont sera chargé le Secrétaire général a par définition un caractère préparatoire. En ce qui concerne le troisième amendement, les auteurs estiment qu'il est essentiel de maintenir les mots "charte du développement" au sixième considérant, mais ils sont disposés à supprimer le mot "telle".

42. Les auteurs acceptent les trois premiers amendements proposés par la délégation algérienne (A/C.2/L.942), qui précisent et renforcent le texte du projet de résolution. S'ils n'ont aucune objection de fond concernant le quatrième amendement tendant à ajouter un nouvel alinéa au préambule après le troisième considérant, ils pensent néanmoins qu'il est un peu hors du contexte, vu que la résolution 1148 (XLI) du Conseil économique et social n'a pas de rapport direct avec leur projet de résolution, mais plutôt avec le projet de résolution A/C.2/L.940; les deux projets de résolution sont d'ailleurs parallèles et ne s'excluent pas. Les auteurs espèrent que la délégation algérienne n'insistera pas sur cet amendement. Ils sont disposés à accepter le cinquième amendement tendant à ajouter, après le quatrième considérant, un nouvel alinéa, à condition que l'on reprenne textuel-

lement le point 9 de l'ordre du jour provisoire de la deuxième session de l'UNCTAD.

43. Enfin, en ce qui concerne le sixième amendement, il y a une certaine difficulté tactique à ajouter au dispositif un tel paragraphe relatif à une déclaration unifiée des droits et des devoirs des peuples des nations, car on diminue de la sorte les chances d'une adoption du projet de résolution à une forte majorité. Sans doute, c'est la voie à suivre; mais à ce stade préliminaire, la délégation des Pays-Bas préfère demeurer modeste et ne progresser que pas à pas; elle demande à la délégation algérienne de ne pas insister sur cet amendement.

44. En ce qui concerne l'amendement présenté oralement par les délégations de l'Inde, du Pakistan, de la République arabe unie et de la Yougoslavie, la délégation des Pays-Bas a expressément déclaré, en présentant son projet de résolution, que celui-ci ne diminue en rien la responsabilité de l'UNCTAD dans ce domaine; les auteurs sont parfaitement d'accord sur le fond de l'amendement, mais ils pensent qu'il serait plus simple de citer le passage pertinent de la résolution 2085 (XX), qui a été adoptée à l'unanimité, de manière que le nouveau paragraphe du dispositif soit ainsi conçu:

"Souligne que la préparation de cette compilation ne porte en rien atteinte à la demande qu'elle a adressée, dans sa résolution 2085 (XX) du 20 décembre 1965, aux gouvernements des Etats membres de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement pour qu'ils fassent le maximum d'efforts dans le cadre de la Conférence, qui a attaché beaucoup d'importance aux principes régissant les relations commerciales internationales et aux politiques commerciales propres à assurer le développement, en vue d'aboutir, aussitôt que possible, à l'accord le plus large sur ces principes et sur ces politiques".

45. Au sujet de la proposition de la délégation marocaine (1095ème séance), M. Lubbers prie le Secrétariat de faire le nécessaire pour qu'au paragraphe 1 du dispositif du projet de résolution A/C.2/L.931, on ajoute, après les mots "le Directeur exécutif de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel" les mots "les commissions économiques régionales et le Bureau des affaires économiques et sociales de l'Organisation des Nations Unies à Beyrouth".

46. Les auteurs ne peuvent accepter les trois modifications suggérées par le représentant de Malte. C'est à dessein qu'ils ont omis le mot "concertés", que la délégation maltaise voudrait voir insérer au troisième considérant entre les mots "efforts" et les mots "plus soutenus" et qu'ils ont employé les mots "plus soutenus" et non pas "soutenus". En ce qui concerne le quatrième considérant, ils ont été délibérément souples et même quelque peu vagues, parce qu'ils désiraient donner seulement une indication générale et laisser toute la latitude possible au Secrétaire général; il faut interpréter les principes, directives et lignes d'action dans le domaine du développement de manière très large.

47. La délégation roumaine ayant demandé quel rapport il y avait entre la compilation proposée et

la question d'une déclaration sur la coopération économique internationale, prévue par la résolution 1942 (XVIII) de l'Assemblée générale, M. Lubbers fait observer que le projet de résolution A/C.2/L.931 a une portée plus vaste que celle de ladite résolution, car il parle non seulement du développement économique, mais aussi du développement social et culturel notamment. Le travail de compilation demandé au Secrétaire général tient compte du fait que l'Assemblée générale s'est déjà occupée d'une déclaration sur la coopération économique internationale et ne va nullement à l'encontre d'une telle déclaration. Les auteurs ne s'opposeraient pas à ce qu'on ajoute au préambule un alinéa ainsi conçu, par exemple:

"Gardant également à l'esprit la résolution 1942 (XVIII) du 11 décembre 1963 concernant la nécessité de rédiger une déclaration sur la coopération économique internationale".

Il n'y a pas eu là omission délibérée de la part des auteurs qui, au contraire, estiment que la résolution 1942 (XVIII), adoptée à l'unanimité par l'Assemblée générale, devra trouver sa place dans le travail de compilation confié au Secrétaire général.

48. La délégation néerlandaise a consulté le Secrétaire général au sujet de la suggestion de la délégation australienne tendant à faire entreprendre la tâche de compilation par l'Institut de formation

et de recherche des Nations Unies; c'est là une question d'intérêt secondaire.

49. Le représentant des Pays-Bas pense qu'à sa vingt-deuxième session l'Assemblée générale devrait procéder à une discussion approfondie des raisons de l'échec de la Décennie des Nations Unies sur le développement, comme l'a proposé le représentant d'Israël, mais il ne pense pas qu'il soit indiqué d'ajouter à cet effet un nouveau paragraphe au dispositif du projet de résolution, dont la portée est plus limitée.

50. Enfin, au sujet de la suggestion du représentant du Canada tendant à éliminer toute mention d'une session ultérieure de l'Assemblée générale au dernier paragraphe du dispositif, les auteurs préfèrent maintenir cette précision dans le texte.

51. M. BADAWI (République arabe unie) annonce que les délégations de l'Inde, du Pakistan, de la République arabe unie et de la Yougoslavie, dans un esprit de coopération et de compromis, acceptent la formule proposée par le représentant des Pays-Bas, à condition que soient ajoutés à la fin du nouveau paragraphe 2 du dispositif les mots: "conformément aux recommandations A.I.1., A.I.2. et A.I.3. de l'Acte final de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement".

La séance est levée à 13 h 20.